





163° sur 193 pays **35**° sur 54 pays africains

11e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

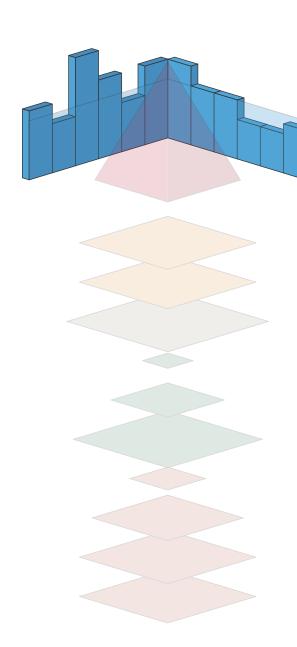




















CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Le Niger est un pays d'origine, de transit et d'accueil pour les victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle ou par le travail. Les pratiques traditionnelles d'esclavage se poursuivent, principalement dans le nord, où les filles nées en esclavage sont vendues ou offertes en cadeau, puis contraintes au travail et à la servitude sexuelle. Les personnes originaires d'Afrique de l'Ouest qui traversent le pays pour gagner l'Afrique du Nord et l'Europe sont de plus en plus victimes de la traite. Les enfants nigériens sont contraints de mendier, soumis à la servitude domestique et au travail forcé dans les mines d'or, de sel, de trona et de gypse du pays, ainsi que dans les secteurs de l'agriculture, des carrières de pierre et de la production industrielle. Si certaines femmes nigériennes travaillent dans des maisons closes sur le chemin qui doit les mener vers l'Europe, il existe également des réseaux spécialisés dans la traite des femmes et des enfants à des fins d'exploitation par le travail en Afrique de l'Ouest et du Nord, au Moyen-Orient et en Europe. Ces réseaux exploitent sexuellement leurs victimes et les contraignent à travailler comme domestiques, ou à travailler dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage.

Le marché du trafic d'êtres humains au Niger comprend à la fois des réseaux hautement organisés et des entrepreneurs criminels opportunistes. Le Niger — et la ville d'Agadez en particulier — est situé à un carrefour des routes caravanières transsahariennes qui relient la Méditerranée et l'Afrique de l'Ouest. Le trafic d'êtres humains est une manne financière pour de nombreux habitants du pays, notamment dans le nord, et les difficultés associées à la traversée du Sahara poussent beaucoup de personnes à se tourner vers les réseaux de passeurs. Bien que le nombre de personnes transitant par le Niger ait diminué, les réseaux s'adaptent et se complexifient. Le degré élevé de corruption facilite ce trafic, qui a été toutefois perturbé par les restrictions liées à la COVID-19.

COMMERCE

Le Niger est une voie de passage pour les armes destinées aux zones de la région en conflit. La détérioration de la sécurité et de la stabilité du Niger a fait de ce pays un marché de destination pour les armes, tandis que l'exploitation illégale de l'or a pour sa part favorisé l'émergence d'un marché des explosifs illicites. Les armes, y compris les munitions provenant de conflits passés, sont obtenues par détournements des stocks gouvernementaux et sont également issues d'autres pays de la région. Les terroristes utilisent toute une série d'armes qui font l'objet d'un commerce illégal, notamment des explosifs, des armes légères, des mitrailleuses et des obus de mortier, ainsi que des véhicules blindés.

Le conflit dans la région de Tillabéri se poursuit et les groupes armés Toubou basés dans le sud de la Libye tirent parti des activités illicites menées dans le nord du Niger. L'État islamique en Afrique de l'Ouest constitue une menace substantielle pour la région frontalière du Niger avec le Nigéria, et les groupes armés opérant dans les forêts de Zamfara au Nigéria, qui bordent la région de Maradi au Niger, sont de plus en plus violents.

ENVIRONNEMENT

L'exploitation forestière non réglementée a longtemps été un problème, d'autant que la biomasse est utilisée comme combustible pour la cuisson. Pour ce qui est de la criminalité liée aux espèces sauvages, des bandes de braconniers nigériens sillonnent le parc national du W à la recherche de peaux, de viande et de sous-produits animaux, notamment de buffles, d'antilopes, d'éléphants, de serpents, de singes et de grands félins. Des vautours sont également tués illégalement. Depuis 2018, il n'y a plus de gardes forestiers à proprement parler dans le parc. Le Niger a réussi à stopper le braconnage de ses girafes d'Afrique de l'Ouest, mais la réserve de girafes de Kouré pourrait redevenir vulnérable en l'absence des fonds nécessaires à la protection du site à la suite d'une attaque terroriste ciblée survenue en août 2020 et à l'arrêt que cela a mis au tourisme dans la région.

Le Niger recèle de l'or, et l'extraction artisanale du métal précieux y est très répandue. Des milliers de mineurs artisanaux travaillent dans les régions de Tchibarakaten et de Tillabéri. L'industrie n'est pas réglementée et peu de sites disposent d'un support technique, d'agents de sécurité ou d'agents fiscaux. Le travail est dangereux, car des forces de sécurité algériennes et des bandits armés circulent. L'orpaillage accroît le risque de corruption, de fausses déclarations, de blanchiment d'argent et de non-paiement d'impôts, ainsi que de travail forcé (y compris le travail des enfants), de prostitution et de violence sexuelle. La ville d'Arlitis fait de plus en plus office de plaque tournante pour les activités illégales d'extraction artisanale d'or. Le Niger est également le berceau d'un commerce illicite d'uranium et de pétrole, mais ces activités ne sont pas bien documentées.

DROGUES

Le Niger est un pays de transit pour l'héroïne. L'héroïne afghane entre au Niger par ses frontières sud-est et sud-ouest, les villes d'Agadez, Maradi, Zinder et Tahoua étant des centres de transit clés. Le Niger est également un pays de transit pour la cocaïne latino-américaine destinée aux pays du littoral méditerranéen, à l'Europe et au Moyen-Orient. Les principaux circuits d'acheminement illégaux vont du Mali à la Libye en passant par le Niger et sont gérés principalement par des groupes armés maliens. Des rumeurs font état de l'implication d'acteurs influents de la criminalité sur le marché nigérien du trafic de cocaïne, notamment de hauts responsables gouvernementaux. Si la violence associée au commerce de cocaïne est moins présente au Niger qu'au Mali, elle a sérieusement affecté la gouvernance du pays. Les trafiquants, qui craignent d'être ciblés par des groupes armés dans le sud de la Libye, ont profité du nombre réduit de véhicules circulant dans le désert du Ténéré depuis le début de la pandémie de COVID-19 pour intensifier leur commerce.



Le cannabis est largement consommé au Niger. Le pays joue un rôle important en tant que point de transit pour la résine de cannabis, et des acteurs gouvernementaux de haut rang seraient impliqués dans ce commerce. La quantité de résine de cannabis transsahélienne transitant par le Niger a légèrement augmenté. Parce qu'il est situé le long de l'axe ouest-est qui voit circuler le kif marocain, le Niger est un pays par lequel transitent tous les convois de kif en provenance du Mali ainsi qu'une grande partie de ceux qui entrent en Libye.

Le trafic et la consommation domestique de Tramadol ont explosé au Niger. La surveillance laxiste de son industrie pharmaceutique, combinée à la facilité d'importation du Tramadol venu d'Inde et de Chine, a fait du Niger une porte d'entrée clé pour ce médicament. Les contrebandiers passent par le Niger pour acheminer le Tramadol du Nigéria vers la Libye, où le médicament est vendu à un prix plus élevé.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

La contrebande est principalement le fait de réseaux criminels peu organisés. Les touaregs, un groupe ethnique seminomade et pastoral, participent de longue date au commerce transfrontalier d'un large éventail de produits dans la région du Sahara. Des éléments criminels font tout passer, des denrées alimentaires aux voitures, le long de la frontière entre le Niger et le Nigéria, en utilisant des caravanes de camions pour traverser le désert. La criminalisation du transport de migrants a orienté ces activités vers la clandestinité, alimentant le trafic de stupéfiants et d'armes. La plupart des réseaux criminels locaux sont territoriaux et organisés en groupes ethniques.

Les réseaux transnationaux de contrebande d'Agadez sont organisés selon des lignes ethnolinguistiques et connectés à des réseaux plus larges.

Depuis 2018, un vaste réseau de trafic de stupéfiants passe de plus en plus par le Niger qui devient un point de transit entre le Maghreb et l'Europe. Le terrorisme au Niger prend principalement la forme d'affrontements entre les forces de sécurité et des militants extrémistes, ainsi que d'enlèvements, mais le pays est également confronté aux menaces de groupes terroristes basés au Mali et au Nigéria. Les groupes armés maliens ont pignon sur rue sur certains itinéraires de contrebande et sont en lien avec des acteurs politiques clés à Niamey. Au nombre des acteurs criminels étrangers qui alimentent le commerce de stupéfiants et la contrebande au Sahel figurent les cartels latino-américains et asiatiques, les groupes mafieux au Maghreb et les groupes mafieux liés aux diasporas africaines à l'étranger. Des acteurs étrangers sont également impliqués dans la traite d'êtres humains et le trafic d'or — et ceux qui ont des liens au Soudan et à Dubaï semblent avoir une influence croissante. La plupart des réseaux criminels étrangers sont peu structurés et leurs principaux membres sont facilement remplacés.

Un certain nombre d'organisations extrémistes violentes s'apparentent à des groupes de type mafieux au Niger. Le Tramadol est vendu par des réseaux mafieux composés majoritairement de ressortissants maliens. Des responsables gouvernementaux à tous les niveaux sont soupçonnés d'être impliqués dans le trafic de stupéfiants, la traite d'êtres humains et la contrebande d'or, et ces dernières années ont été émaillées par un certain nombre de scandales de corruption et de détournement de fonds.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Bien que les actions du gouvernement nigérien ne soient pas très efficaces pour endiguer le crime organisé, des efforts sont clairement déployés, notamment pour lutter contre les organisations extrémistes violentes, les milices et la contrebande vers le nord. Le nombre d'individus qui tentent de traverser la Méditerranée a considérablement diminué grâce aux mesures gouvernementales. Cependant, les passeurs ont ensuite eu recours au banditisme routier et au trafic de stupéfiants et d'alcool, ou ont rejoint des milices en Libye. La corruption est monnaie courante et a envahi tous les services publics et privés. Verser des pots-de-vin aux fonctionnaires pour obtenir des services de base est une pratique extrêmement répandue. Le gouvernement n'est pas considéré comme transparent, malgré la création de deux organismes destinés à lutter contre la corruption, le degré d'indépendance de l'un d'eux étant toutefois sujet à caution.

Le Niger a ratifié les accords internationaux relatifs au crime organisé et est partie à la Convention de l'Union africaine

sur la prévention et la lutte contre la corruption. Le pays est un partenaire actif de la communauté internationale sur les questions de sécurité, mais a une faible résilience face au crime organisé et dépend fortement de l'aide internationale, notamment des États-Unis et de ses partenaires européens. Il entretient également de bonnes relations avec la Chine, notamment dans les secteurs de l'uranium, du pétrole et des infrastructures. Le Niger a transposé de nombreuses dispositions de la Convention des Nations Unies contre la criminalité organisée transnationale dans sa législation nationale, mais sa capacité de mise en œuvre effective est limitée. Il a adopté des lois nationales pour lutter contre le trafic d'êtres humains, mais il lui manque un cadre de lutte contre la corruption et aucun mécanisme efficace n'est en place pour réglementer le financement des partis politiques ou contrôler les dépenses de l'État.



JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant de l'exécutif et les décisions des tribunaux supérieurs sont souvent ignorées. La corruption judiciaire est alimentée par les bas salaires et le manque de formation et de ressources, les hommes politiques de haut rang agissant souvent en toute impunité. La corruption et le népotisme sévissent dans les échelons inférieurs du pouvoir judiciaire, et les décisions sont souvent influencées par les liens avec les entreprises. En conséquence, le pouvoir judiciaire fonctionne de manière inefficace et des leaders de l'opposition, de même que des militants issus de la société civile, ont déjà été condamnés. Depuis la criminalisation de la contrebande, presque aucun membre de groupes criminels organisés n'a été poursuivi, et les personnes bénéficiant d'appuis politiques se sont vu épargner des arrestations ou ont été libérées avant d'être jugées. Le Niger a toutefois conclu des accords de coopération judiciaire avec la France.

Bien que l'organe chargé de l'application des lois au Niger et doté de ressources insuffisantes soit l'une des institutions nationales les plus corrompues, les forces de sécurité du pays représentent un puissant moyen de dissuasion contre le crime et la contrebande, car ils exigent le versement de pots-de-vin considérables pour faire sortir les contrebandiers et passeurs de prison. Malgré des services de sécurité globalement difficiles d'accès et des niveaux élevés de corruption perçue, la police jouit toujours de la confiance du public. La capacité d'application de la loi a augmenté parallèlement à l'attention portée au terrorisme à l'échelle internationale et à l'activité de contrebande dans la région, les forces frontalières nigériennes ayant réussi à perturber le trafic de stupéfiants et d'armes à la frontière du pays avec le Nigéria. La police, les procureurs et les juges ont été formés à la lutte contre la traite des personnes, avec l'appui du gouvernement qui a organisé une opération régionale de lutte contre la traite.

La frontière terrestre du Niger est l'une des plus longues au monde. Elle couvre des zones désertiques sur lesquelles l'État a peu de prise. Malgré des investissements internationaux considérables, les frontières du pays restent perméables à la contrebande et au trafic de stupéfiants, d'armes, de cigarettes et d'êtres humains, ainsi qu'à l'invasion de milices et de groupes extrémistes. L'enlèvement contre rançon est une activité clé de financement par les terroristes — et malgré la création de nouveaux postes frontaliers et une formation accrue en matière de sécurité, le conflit régional a fait du Niger un point de transit idéal pour les marchandises illicites. La corruption liée au contrôle des frontières est une source de revenus supplémentaires pour les agents de l'État, tandis que les organisations terroristes gagnent de l'argent en contrôlant une partie du commerce transfrontalier entre le Nigéria et le Niger, y compris le commerce lucratif de poisson fumé dans le bassin du lac Tchad.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

En dépit du lancement de certaines initiatives de lutte contre le blanchiment d'argent pour lutter contre le terrorisme, la capacité du Niger à assurer un contrôle financier reste faible. Son sous-développement économique est dû en partie à l'insécurité alimentaire, à un manque d'industrie, à un système éducatif peu développé, à une population croissante et à des offres d'emploi limitées.

Bien que le pays soit membre de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, dont il partage le système bancaire et la monnaie, les entreprises sont souvent réticentes à placer de grandes quantités de fonds dans le système du fait du coût élevé des transactions. La plupart des activités économiques sont réglées en espèces et se déroulent en marge du système bancaire conventionnel. Les services informels de transfert d'argent et de valeur sont répandus. Ils ne relèvent pas du cadre réglementaire financier de l'État et, en tant que tels, ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu ou sur les services. L'économie du Niger a été touchée par les activités terroristes, les enlèvements et l'instabilité – et le gouvernement dépend donc de donateurs étrangers pour alimenter une grande partie de son budget. Le moindre coût de l'uranium, la démographie du pays et ses dépenses élevées en matière de sécurité pourraient continuer à peser sur son économie.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

L'Agence nationale de lutte contre la traite des personnes combat la traite et accompagne les victimes. Elle est largement soutenue par des organisations internationales et aucune autre forme d'aide aux victimes n'est proposée. Il n'existe pas de programme de protection des témoins au Niger, et les services d'identification, d'orientation et de protection des victimes sont inappropriés. Le gouvernement n'offre aucun service dédié aux adultes victimes de formes d'esclavage d'hier ou d'aujourd'hui. Certaines activités bénéficiant de l'aide internationale ont été lancées pour prévenir la radicalisation et le trafic de stupéfiants, ainsi que pour dispenser une formation sur la collecte et l'analyse de renseignements. À l'exception de quelques initiatives parrainées par les Nations Unies, la société civile nigérienne ne joue pas un rôle majeur dans la lutte contre le crime organisé.

La protection juridique des journalistes n'est pas toujours garantie et les membres des médias sont souvent harcelés et arrêtés. Malgré la dépénalisation des délits liés aux médias en vertu de la loi sur les médias du pays, les journalistes continuent d'être jugés au pénal. Les arrestations de journalistes, la fermeture de médias et l'obstruction des activités journalistiques affectent le pays depuis plusieurs années. Lors des élections présidentielles, l'accès aux réseaux sociaux et les SMS ont été temporairement bloqués. Les journaux et les stations de radio publics et privés se font concurrence. L'information à l'échelle nationale est principalement dispensée par la radio, où les radiodiffuseurs d'État dominent. Les autorités et certaines organisations internationales sont responsables des restrictions en matière de diffusion de l'information, mais la censure officielle n'est pas courante. L'autocensure est en revanche pratiquée et découle pour partie de pressions politiques ou d'incitations publicitaires visant à influencer le contenu.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.

